

Les 400 premiers policiers kényans en route pour Haïti

Par Le Figaro avec AFP

Publié il y a 1 heure



Les premiers soldats kenyens. "William Samoei Ruto" via X / REUTERS

Un premier groupe de 400 policiers kényans a quitté Nairobi lundi soir pour participer à une mission internationale visant à rétablir la sécurité en Haïti, en proie à la violence des gangs. «*Honoré de dire au revoir au premier groupe du contingent des services de la police nationale qui prennent part à la mission historique des Nations unies en Haïti*», a déclaré le ministre kényan de l'Intérieur Kithure Kindiki dans un communiqué.

Le Kenya a proposé d'envoyer un millier de policiers en Haïti pour la Mission multinationale d'appui à la sécurité (MMAS), prévue pour une durée initiale d'un an (jusqu'en octobre 2024) et à laquelle doivent également contribuer le

Bangladesh, le Bénin, le Tchad, les Bahamas et la Barbade. Le premier groupe de 400 policiers kényans d'élite s'est envolé à 22H50 (19H50 GMT) de Nairobi à bord d'un avion de Kenya Airways.

Le président William Ruto leur a rendu visite quelques heures avant leur départ, et leur a remis un drapeau national kényan. *«Cette mission est l'une des plus urgentes, importantes et historiques de l'histoire de la solidarité mondiale»*, a déclaré le chef de l'État lors d'une cérémonie à huis clos, selon des propos rapportés par le bureau présidentiel. William Ruto leur a par ailleurs assuré que le reste de la force les rejoindrait *«bientôt»*.

Critiques au Kenya

Le déploiement a été approuvé par une résolution du Conseil de sécurité de l'ONU en octobre, mais il suscite de vives critiques au Kenya. La mission avait été retardée quand, le 26 janvier, un tribunal kényan avait jugé que le gouvernement ne pouvait envoyer des policiers à l'étranger sans un accord international préalable. Le Kenya a signé un accord en ce sens avec Haïti en mars. Mais le petit parti d'opposition *«Alliance troisième voie»* a déposé mi-mai un nouveau recours pour empêcher la mission.

«Une procédure judiciaire est en cours. William Ruto la contourne donc parce qu'il ne croit pas en l'État de droit», a déclaré à l'AFP le chef du parti, Ekuru Aukot. *«William Ruto n'est qu'un esclave de l'Amérique ou des mondialistes et des impérialistes»*, a-t-il affirmé. *«Cela n'a aucun sens qu'il veuille envoyer nos policiers en Haïti alors que nous ne pouvons même pas remédier à la situation d'insécurité (...) dans le nord du Kenya, ni même à Nairobi.»* Les États-Unis cherchaient avec impatience un pays volontaire pour diriger la mission, et fournissent des fonds et un soutien logistique.

Toutefois, le président Joe Biden a catégoriquement exclu la possibilité d'une intervention américaine en Haïti, le pays le plus pauvre des Amériques, où les États-Unis sont déjà intervenus dans le passé. *«Nous espérons voir de*

nouvelles améliorations tangibles de la sécurité, en particulier en ce qui concerne l'accès à l'aide humanitaire et à l'activité économique de base», a déclaré le porte-parole du département d'État, Matthew Miller.

«Entraînement rigoureux»

«Nous sommes aux côtés de la communauté internationale pour soutenir cet effort historique en faveur de la police nationale haïtienne dans sa lutte pour l'avenir d'Haïti», a-t-il ajouté. Cependant, Human Rights Watch a exprimé des inquiétudes concernant la mission en Haïti et des doutes quant à son financement. Et les organisations de défense des droits humains ont accusé à plusieurs reprises la police kényane d'usage excessif de la force et d'exécutions extrajudiciaires. «Ils ont tous suivi un entraînement rigoureux pour cet exercice, en plus de leur formation préalable à la gestion de situations complexes, et ils sont prêts pour la mission», s'est défendu auprès de l'AFP un haut-responsable de la police kényane.

«S'il vous plaît, ne doutons pas de leurs capacités», a-t-il imploré. Haïti pâtit depuis des dizaines d'années d'une instabilité politique chronique et fait face depuis quelques mois à une résurgence de la violence des gangs, qui contrôlent 80% de la capitale Port-au-Prince, doublée d'une crise humanitaire. La situation s'est brusquement aggravée fin février quand des groupes armés ont lancé des attaques coordonnées à Port-au-Prince pour renverser le Premier ministre de l'époque, Ariel Henry.

Ariel Henry a annoncé début mars qu'il démissionnait et a remis le pouvoir exécutif à un conseil de transition, lequel a nommé le 29 mai un Premier ministre par intérim, Garry Conille.

La rédaction vous conseille

- **Un nouveau gouvernement constitué en Haïti**
- **La force de police kényane partira pour Haïti dès le 25 juin**
- **Haïti : Washington appelle à déployer rapidement une force internationale après la mort de missionnaires**

Sujet

Haïti
